

RDCongo/A l'appel de l'opposition La grève générale prend à Kinshasa

AFP
Kinshasa/RDCongo

Mais si la capitale paraissait engourdie, Lubumbashi, par exemple, était au travail.

LES habitants de Kinshasa sont restés massivement chez eux hier, jour de grève générale décrétée par l'opposition au président Joseph Kabila, mais le mot d'ordre était peu suivi à Lubumbashi, la deuxième ville de la République démocratique du Congo.

Dans la capitale, il était impossible de capter par voie hertzienne la radio française RFI, très populaire en RDC, dont les deux fréquences étaient brouillées depuis le matin. Les écoles et l'université ont été désertées et sur les grands axes, la circulation était extrêmement fluide et les piétons rares. Alors que Kinshasa offre d'ordinaire le spectacle d'une

mégapole de dix millions d'habitants bruyante, embouteillée et bouillonnante, un silence inhabituel planait par moments sur certains quartiers.

Peu avant 15h00 (même heure au Gabon), la police, déployée en force dans les quartiers populaires, ne signalait aucun incident. Après plusieurs heures de paralysie des transports publics, la ville s'est éveillée timidement vers 10H00 mais les bus circulaient pratiquement à vide et la plupart des boutiques étaient toujours fermées en milieu d'après-midi.

Les autorités avaient averti les fonctionnaires qu'ils seraient soumis à un pointage de rigueur hier. Au comptoir de Congo Airways, la compagnie aérienne publique, les préposés à la vente des billets étaient à leur poste, mais impossible d'acheter son ticket : le guichet de la banque privée chargé de l'encaissement est fermé.



Photo : AFP

Du fait de la grève décrétée par l'opposition, Kinshasa n'avait rien de la mégapole bruyante et embouteillée qu'elle est d'ordinaire.

Plusieurs habitants ont expliqué avoir voulu s'assurer que la situation était "calme", dans une ville habituée aux violences à caractère politique, avant d'aller travailler.

KABILA "DUPE" • Le 16 février marque l'anniversaire de la répression meurtrière de la "marche des chrétiens" de 1992 partie des églises catholiques de Kinshasa après la messe dominicale pour tenter d'arracher la démo-

cratie au dictateur Mobutu Sese Seko.

Estimant la démocratie "menacée", une coalition d'opposants a appelé à commémorer cet événement par une grève générale nationale afin d'adresser un "avertissement" au chef de l'État.

La perspective de la tenue d'une présidentielle s'éloigne chaque jour davantage et l'opposition accuse M. Kabila, au pouvoir depuis 2001 et dont le

mandat s'achève en décembre, de manœuvrer pour contourner l'interdiction constitutionnelle qui lui est faite de se représenter.

La grève est "une réussite", estime un policier en civil rentrant du commissariat après son service. "Si le président de la République pouvait se déguiser et prendre une voiture pour sillonner la ville de Kinshasa, il verrait que la majorité est en train de le duper" en affirmant que tout va bien, ajoute-t-il.

A Lubumbashi (sud-est), selon plusieurs témoins, la situation était "pratiquement normale" avec une affluence dans les rues un peu moins forte que d'habitude et un très important déploiement de la police et de l'armée dans la ville.

Selon des responsables de deux des principales entreprises minières qui font vivre la région, l'activité n'a pas été entravée par la grève.

L'Afrique en bref

• **Congo/Politique. Sassou Nguesso lance le chantier de l'hôpital militaire**

Le président congolais Denis Sassou Nguesso, candidat à sa propre succession, a lancé lundi à Brazzaville le chantier d'un nouvel hôpital lors d'une cérémonie aux allures de meeting politique à un peu plus d'un mois de la présidentielle du 20 mars.

• **Niger/Manifestation. Le souvenir de 1990**



Photo : AFP

Plusieurs milliers d'étudiants et de collégiens ont défilé hier dans les rues de Niamey, à cinq jours de l'élection présidentielle, en souvenir de la mort de trois jeunes en février 1990, tombés sous les balles de la police.

• **Ouganda/Présidentielle. Les derniers meetings**

Les principaux candidats à l'élection présidentielle de jeudi en Ouganda devaient réunir leurs militants hier à Kampala, dernier jour d'une campagne marquée la veille par la mort d'un sympathisant de l'opposition dans des affrontements avec la police.

• **Tchad/Agression. Les auteurs du viol arrêtés**

Les auteurs présumés du viol de la jeune Tchadienne Zouhoua ont été arrêtés, a annoncé hier le procureur général de Ndjamena, qui a confirmé la mort lundi d'un jeune pendant une manifestation réclamant justice, violemment dispersée par la police.

A travers le monde

• **Allemagne/Accident. "Une erreur humaine"**

L'accident de trains survenu la semaine dernière dans le sud de l'Allemagne, ayant coûté la vie à onze personnes, a été causé par "une erreur humaine" d'un aiguilleur qui a été inculpé, ont indiqué hier les enquêteurs.

• **Irak/Enlèvement. Trois otages américains relâchés**

Trois Américains qui avaient été enlevés à Bagdad en janvier ont été relâchés, a annoncé hier le département d'Etat.

• **Syrie/Bombardements. Les dénégations de la Russie**

Le Kremlin a "démenti catégoriquement" hier les accusations de bombardements par l'aviation russe d'hôpitaux dans le nord de la Syrie qui ont fait près de 50 morts.

• **Ukraine/Politique. Porochenko demande la démission de son Premier ministre**

Le président ukrainien Petro Porochenko a demandé hier la démission de son Premier ministre Arseni Iatseniouk et celle de son procureur général, tous les deux vivement critiqués notamment pour le retard pris dans la mise en œuvre des réformes.

Egypte/Diplomatie

L'ancien secrétaire général de l'Onu Boutros Boutros-Ghali est mort

AFP
Nations unies/États-Unis

L'ANCIEN secrétaire général des Nations unies Boutros Boutros-Ghali est mort à l'âge de 93 ans, a annoncé hier l'ambassadeur du Venezuela Rafael Ramirez, qui préside le Conseil de sécurité durant le mois de février.

"Nous avons été informés que l'ancien secrétaire général Boutros Boutros-Ghali est décédé", a-t-il déclaré au Conseil, dont les membres ont observé un moment de silence en sa mémoire.

Le diplomate égyptien

avait été le premier Africain à accéder au poste de secrétaire général, une fonction qu'il avait occupée entre 1992 et 1996.

Né le 14 novembre 1922 au Caire, Boutros Boutros-Ghali était issu d'une grande famille de la minorité chrétienne copte d'Égypte. Son grand-père, assassiné en 1910, avait été Premier ministre. Après avoir fait la majeure partie de ses études à Paris, il était devenu professeur de droit à l'université du Caire et avait publié de nombreux ouvrages traitant des relations internationales.

Boutros Boutros-Ghali avait ensuite été nommé ministre d'Etat aux Affaires



Photo : AFP

Ancien secrétaire général de l'Onu, puis de la Francophonie, l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali s'est éteint au Caire à l'âge de 93 ans.

étrangères en octobre 1977. Durant ses 14 ans en poste, il a notamment joué un rôle clef dans la conclusion des accords de paix égypto-israéliens de Camp David (1978), puis du

traité de paix (1979). Spécialiste des rapports Nord-Sud, il avait été le principal artisan de la politique africaine de l'Égypte. Elu à l'Onu dans l'euphorie de la fin de la Guerre froide

et de l'après guerre du Golfe, il a dû faire face à de sérieuses crises, avec des conflits en ex-Yougoslavie, en Somalie, au Moyen-Orient et le génocide au Rwanda.

Après la mort en Somalie de 18 soldats américains fin 1993 et les reculades des Nations unies dans les dossiers de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda, il avait été pris comme bouc émissaire, en particulier par les États-Unis qui avaient mis un veto à sa réélection.

Après son passage aux Nations unies, ce brillant intellectuel, francophone et francophile, avait été le premier secrétaire général de la Francophonie, de 1997 à 2002.

Mali/Nouveau bilan de l'attaque jihadiste du 12 février

Sept Casques bleus guinéens tués dont trois femmes

AFP
Bamako/Mali

SEPT Casques bleus du contingent guinéen de la force de l'Onu au Mali, dont trois femmes, ont été tués lors de l'attaque jihadiste le 12 février à Kidal (nord-est), selon un nouveau bilan de source militaire au sein de la Mission de l'ONU hier.

"Nous avons malheureusement perdu un 7ème élément. C'est une femme qui

était blessée et évacuée à Dakar", a déclaré à l'AFP une source militaire africaine au sein de la Mission de l'Onu au Mali (Minusma).

Sur les sept Casques bleus tués, "nous comptons trois femmes. Ce sont les premières femmes de la Mission tuées au Mali", a souligné cette source.

Un précédent bilan faisait état de six tués parmi le contingent guinéen sans indication de sexe, et d'une trentaine de blessés, dans cette attaque revendiquée par le groupe jihadiste

Ansar Dine de l'ex-chef rebelle touareg Iyad Ag Ghaly.

Les corps des Casques bleus tués seront rapatriés ce mercredi, accompagnés par le chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif, a affirmé un diplomate guinéen sous le couvert de l'anonymat.

"Pour la première fois, le chef de la Mission de l'Onu va accompagner dans leur pays d'origine des corps de Casques bleus tombés au champ d'honneur", selon la même source, soulignant que "la Guinée est touchée

par le geste". M. Annadif s'était rendu samedi dans le camp de Kidal dévasté par l'attaque, un attentat suicide à la voiture piégée combiné à des tirs de roquettes.

La Minusma, déployée depuis juillet 2013, est la mission de maintien de la paix de l'Onu la plus coûteuse en vies humaines depuis la Somalie en 1993-1995.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda après la déroute de l'armée face à la rébellion à domi-

nante touareg, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée.

Ces groupes jihadistes ont été dispersés et en grande partie chassés du nord à la suite du lancement en janvier 2013 d'une intervention militaire internationale qui se poursuit.

Mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères, malgré la signature en mai-juin d'un accord de paix entre le gouvernement et l'ex-rébellion.